

# La société normande d'ethnographie et d'art populaire

## « Le Vieux Honfleur »

Conférence de Pascal Lelièvre, le samedi 4 décembre 2021

2020 -21 Commémoration du 150<sup>e</sup> anniversaire de la guerre de 1870.

*Elle est passée presque inaperçue. Pas seulement à cause de la crise sanitaire mais aussi parce que peu de choses avaient été prévues pour cet anniversaire. Il s'agit d'une défaite sans appel des armes françaises à l'issue d'une guerre qui a duré au total six mois et qui se solde pour la France par la perte de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine, plus le versement d'une indemnité de 5 milliards de Franc-or. Tout le nord de la France a été occupé avec un départ échelonné des troupes allemandes en fonction du paiement de l'indemnité.*

*Pourtant c'est aussi la commémoration de l'instauration durable en France du régime républicain, le 4 septembre, sous la forme d'abord d'une IIIe République (résultant des lois à portée constitutionnelle votées entre 1871 et 1875)*

### Honfleur et la guerre de 1870

*Alors qu'au début du conflit la ville paraît aux Honfleurais trop éloignée des zones d'opération pour courir le risque de subir directement les effets des combats dont l'issue devait être rapide et favorable pour les armées françaises, les événements qui se succèdent à partir de la fin août, vont plonger les Honfleurais dans les tourments de la guerre :*

*Deux évènements ont alors changé le cours du conflit de manière décisive :*

*-d'abord la défaite de Sedan le 1<sup>er</sup> septembre suivi du vote de la déchéance de l'empereur par le corps législatif et la proclamation de la République, le 4 septembre ; le gouvernement provisoire présidé par Jules Favre décide continuer la guerre en suscitant un sursaut patriotique et procédant à une levée en masse des français.*

*-et plus déterminante pour l'issue du conflit encore, peut-être, la reddition de l'armée du général Bazaine, la seule armée formée de troupes régulières subsistant (environ 160 000 h) à Metz, le 27 octobre, qui rend disponible de nombreuses troupes prussiennes pour assiéger Paris et affronter les armées de secours levées par le gouvernement provisoire décidé à poursuivre la lutte.*

*Jusqu'en novembre, la municipalité, les élus et la société civile sont sollicités, comme partout en France, pour veiller au bon déroulement de la mobilisation des appelés, pour organiser dans l'urgence des unités de défense ou des souscriptions pour financer l'effort de guerre ou venir en aide soit aux blessés, soit aux familles des soldats mobilisés ou disparus ; mais, malgré l'investissement de Paris le 16 septembre, l'annonce du décès de certains de ses enfants et les contraintes de plus en plus pesantes liées à l'effort de mobilisation de la nation exigé par le gouvernement républicain, les Honfleurais dans leur ensemble ne se sentent pas encore directement menacés par les combats. Mais à partir de la fin novembre, la situation s'assombrit : ils connaissent l'angoisse de l'approche des troupes prussiennes lorsqu'elles prennent, contre toute attente, l'offensive en Normandie, bousculant l'armée improvisée par le gouvernement républicain pour la défendre et le spectacle dramatique d'une armée dont la*

*retraite a des airs de déroute. Enfin, les Honfleurais vont vivre les affres d'une occupation par l'ennemi, il est vrai très brève, et moins éprouvante en raison même de sa brièveté et de la période concernée, après la signature de l'armistice, que celle subie par d'autres villes.*

### **L'entrée en guerre des Honfleurais (19 juillet- 4 septembre)**

Elle se déroula dans un contexte électoral puisqu'un peu plus de 15 jours après la déclaration de guerre, le 19 juillet 1870, on procédait aux élections municipales (les 6 et 7 août pour le premier tour et le 13 et 14 pour le second). 42 candidats briguaient les suffrages des honfleurais pour 23 sièges. Au final il y eut peu de changement, la plupart des conseillers sortants furent reconduits et A. Luard fut confirmé dans son poste de maire.

#### *De la fin juillet à la fin août se déroulèrent dans la ville les opérations de mobilisation*

Les premiers départs revêtirent une certaine solennité et les mobilisés furent accompagnés par les Honfleurais jusqu'à la gare.

-Les jeunes recrues de la classe 1869<sup>1</sup>, pour l'armée d'active, furent les premiers à partir dès le 19 juillet. Ils étaient un peu moins de 100.

- De Honfleur, le 23 juillet partirent rejoindre l'armée d'active les jeunes hommes de la réserve (qui avaient terminé leur service militaire au cours des 4 dernières années (entre 26 et 30 ans) ; puis ce fut le tour, le 18 août des « bons numéros » des 5 dernières années, soit environ 120 jeunes hommes appelés à rejoindre le régiment de la garde mobile du Calvados. Ils gagnèrent Caen pour être regroupés avec tous ceux du département avant d'être envoyés pour une courte période de formation à Bayeux. Ils formèrent la 8<sup>e</sup> compagnie qui, avec 7 autres, constitua le troisième des 4 bataillons du 15<sup>e</sup> régiment du Calvados.

-Le corps de l'inspection des douanes du secteur (de la Morelle à la Touques) en fournit pour sa part 60 soldats regroupés dans des unités spécifiques.

Les premiers départ sont solennisés et se réalisent d'après la presse en présence d'une foule importante. 1500 personnes, accompagnèrent les jeunes recrues jusqu'à la gare au son de la fanfare municipale, de chants patriotiques entrecoupés de cris de guerre.

#### *L'aide aux soldats et aux familles des soldats mobilisés est organisée*

Des souscriptions furent rapidement ouvertes par la mairie et les deux journaux, *l'Écho honfleurais* et le *Journal de Honfleur*. La liste des souscripteurs était régulièrement publiée, comme c'était l'usage à cette époque, avec les sommes qui étaient apportées par chacun afin de susciter une émulation entre les habitants. A. Luard donna l'exemple en fournissant 50 francs pour la souscription organisée par la mairie destinée à secourir les soldats blessés et 50 francs pour celle qu'elle avait organisée en faveur des familles privées de ressources du fait de la mobilisation de leurs hommes. Un comité des Dames de la Société de Secours aux Blessés demanda aux commerçants de placer un tronc à l'effigie de la Croix Rouge.

#### *Les initiatives sont prises afin d'assurer la sécurité locale et le maintien de l'ordre*

---

<sup>1</sup> L'effectif comprend tous ceux qui avaient tiré les bons numéros au tirage au sort de 1869 et qui, d'ordinaire, en temps de paix, n'étaient pas appelés.

La principale tâche de la municipalité fut d'organiser la garde nationale sédentaire qui avait été mise en sommeil sous le Second Empire. Tout était à refaire : recensement du potentiel humain, armement, choix des officiers. Le 8 août les hommes valides de 30 à 40 ans sont invités à s'inscrire à l'Hôtel de ville. 60 répondent à l'appel immédiatement

Jules Satie, conseiller municipal et capitaine du corps des pompiers, proposa dans l'immédiat d'incorporer des volontaires qui s'étaient déjà manifestés, dans le corps des pompiers. Celui-ci disposait d'un personnel d'encadrement, officiers et sous-officiers. Il suffisait de leur fournir des armes et ainsi la ville disposerait d'un corps d'environ 250 hommes pour assurer l'ordre public dans la commune (garde de nuit devant la mairie et patrouilles dans les différents quartiers) et la protéger de l'irruption « de gens malfamés et repris de justice chassés de la capitale ». Le conseil approuva et autorisa la commande de 200 à 300 fusils à la préfecture.

*L'esprit public à la fin du mois d'août*

Passé l'émotion suscitée par le départ des jeunes soldats et les premières décisions visant à garantir la sécurité locale, l'esprit public s'apaisa : *l'Écho honfleurais* du 31 août évoquait un retour à la normale : « *aucun changement dans les habitudes de la cité : les fabriques ne sont pas arrêtées, les scieries de bois chargées par les commandes du gouvernement marchent avec la même activité ; les bateaux à vapeur arrivent, les trains aussi comme d'habitude* ».

Cependant des indices nombreux montraient des signes d'inquiétude latente : des rassemblements intermittents avaient lieu place de l'Hôtel de ville dans l'attente des dépêches, un climat de suspicion s'était installé vis à vis des personnes d'origine allemande (« *2 dames d'origine prussienne avaient été arrêtées puis relâchées* »).

On notait dans le port et la ville une activité anormale concernant le commerce des bestiaux : « *cette semaine ce sont des troupes innombrables de bestiaux, moutons, bœufs qui sont apportés de Russie et qui traversent notre ville pour être dirigées vers Paris. Les chemins de fer refusent de prendre les marchandises pour certaines destinations car le matériel est occupé pour les besoins de la défense, les trains ont du retard, le courrier aussi.* » Le journal évoquait aussi l'arrivée « d'étrangers » qui venaient se réfugier pour éviter les horreurs d'un siège.

Dès le lendemain de cette chronique qui reflétait bien l'atmosphère qui régnait alors dans une ville ne recevant que l'écho assourdi des nouvelles du front du fait du filtre de la censure militaire, l'annonce de la défaite de Sedan et de la

Les troupes combattantes sont structurées en trois grandes catégories (Loi Niel de 1868) :

#### **Les soldats de l'armée**

**régulière** faite de professionnels (peu nombreux, officiers et sous officiers), de conscrits (les mauvais numéros) et de réservistes (4 ans après le service d'active).

**Les gardes nationaux** : milice constituée de tous les hommes de 21 à 41 ans, qui n'ont pas fait de service militaire ou ne font plus partie des réservistes. Certains font partie de la garde mobile (les bons numéros des 5 classes antérieures- 21-26 ans) sont susceptibles être envoyés combattre aux côtés de l'armée) les autres sont sédentaires (vouées à des opérations de police ou de défense dans leur canton d'origine). Ils s'équipaient à leurs frais et c'est la commune, chef lieu de canton, qui était organisatrice)

**Francs tireurs** : combattants volontaires, qui font partie de corps francs (libres), unités auxiliaires de l'armée régulière – une centaine d'hommes- destinés à servir d'éclaireurs ou à mener des actions de guérilla contre l'armée ennemie (autorisés par décret impérial en 1868, amalgamés à l'armée d'active en octobre 1870. Il y en eut environ 600 pendant la guerre de 1870.

proclamation de la République firent basculer la guerre dans une nouvelle phase beaucoup plus éprouvante.

### **L'installation au pouvoir des Républicains et l'organisation de la défense nationale (4 septembre- fin novembre 1870)**

La municipalité et le conseil firent immédiatement allégeance au nouveau gouvernement républicain proclamé le 4 septembre 1870 sur le parvis de l'hôtel de ville de Paris.

Celui-ci poursuit deux objectifs :

- Installer les Républicains aux postes de commandement des collectivités et de l'Etat central.
- Organiser la défense nationale : il entend poursuivre le combat pour repousser les Allemands

*Le nouveau préfet tente un changement d'équipe à la tête de la ville.*

*(Répond à cette première préoccupation du gouvernement provisoire dont le nouveau ministre de l'intérieur Léon Gambetta avait nommé aussitôt de nouveaux préfets pour veiller à la républicanisation des dirigeants locaux)*

Il ordonne la dissolution du conseil municipal destitue le maire A. Luard. Il désigne une commission issue de l'ancien conseil qui est chargée d'assurer l'intérim en attendant le résultat des nouvelles élections prévues pour le dimanche 25 septembre. A. Luard était donc momentanément écarté des affaires au profit de M. Blotière (un banquier), élu président de cette commission avec comme adjoint MM Faroult et Aubert (avocat).

Le débat électoral se cristallisa autour de la personnalité de l'ancien maire lié au régime impérial déchu. Les Républicains les plus radicaux voulaient l'écarter définitivement mais la plupart, républicains de cœur et de conciliation ou récemment convertis, refusaient cet ostracisme, rappelant sa modération et son refus de s'associer à toute forme de répression contre les Républicains au lendemain du coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte.

4 listes furent finalement constituées dont deux autour d'Alfred Luard et une dirigée par le républicain Mathias Ullern qui avait incarné à Honfleur 22 ans auparavant les espoirs d'une république sociale et fraternelle, la 4<sup>e</sup> ayant à sa tête Eugène Arnoux, l'ingénieur du port. En fait, les mêmes noms se retrouvaient dans deux ou trois listes comme la loi l'autorisait mais à des places différentes.

Agitation politique inutile d'ailleurs car dans la nuit du 24 septembre, le gouvernement ajournait la consultation électorale, Paris ayant été investi par les Prussiens et le ministre des affaires étrangères, Jules Favre, ayant refusé les propositions d'armistice de Bismarck jugées déshonorantes.

La défense nationale devenait la priorité absolue. Le provisoire sur le plan politique s'installait durablement.

*Une mobilisation plus forte de la société honfleuraise au service de la défense nationale fut dès lors réalisée sous l'égide des nouvelles autorités.*

A leur demande pressante, la mise en place de la défense locale fut accélérée :

- L'organisation de la garde nationale sédentaire fut accélérée<sup>2</sup> : 4 compagnies de 114 hommes chacune fut constituée. Elles élurent aussitôt leurs officiers et sous-officiers : capitaine, lieutenants... Eugène Arnoux, l'ingénieur du port, assura au début le commandement de cette force de défense locale<sup>3</sup>. Les gardes devaient s'entraîner tous les jours de 13 à 15 h au niveau du rondpoint du cours d'Orléans et se procurer leur uniforme auprès des commerçants désignés. Les armes manquaient car les fusils commandés par le conseil n'étaient pas encore livrés malgré le vote par le conseil général d'un budget de 3 millions de francs pour acheter les fusils et les munitions dont les gardes nationaux de tout le département avaient besoin. Une somme de 15 000 francs fut mise à disposition de la commission du conseil municipal chargée d'organiser la garde sédentaire pour aider à son équipement.

-Pour répondre à la demande du gouvernement, le conseil municipal décida de créer aussi une compagnie de francs-tireurs soumis au régime disciplinaire de la garde nationale mobile, qui serait mise à la disposition du ministre de la guerre. L'équipement devait être fourni pas la ville sur le reliquat des 15 000 francs précédemment votés. L'engagement se faisant sur la base du volontariat, l'opération échoua à Honfleur.

-Pour faire face à la gravité la situation militaire et la crise des moyens humains (les  $\frac{3}{4}$  des effectifs de l'armée régulière ayant disparu – prisonniers ou encerclés- Strasbourg, Toul ou Metz), l'opération de recensement des classes d'âge appelées pour l'armée régulière (la classe 70) fut avancée ainsi que celle destinée à renforcer la garde nationale.

Ainsi, à partir du 29 septembre, c'étaient tous les hommes âgés de 21 ans à 40 ans, quel que soit leur statut, qui devenaient mobilisables dans la garde nationale et on fit la chasse à ceux qui avaient été initialement exemptés lors du dernier conseil de révision en leur refaisant passer le conseil.

-On constitua à Honfleur en plus des 4 compagnies déjà formées, une compagnie de la garde maritime de 450 hommes avec les inscrits maritimes sous le commandement du commissaire de l'inscription maritime, et une « compagnie de marche » de la garde nationale issue des rangs de la garde sédentaire, composée de jeunes et d'hommes plus âgés susceptibles de rejoindre ceux de la mobile déjà engagés.

*La situation à laquelle avait à faire face les nouveaux dirigeants locaux sans expérience, permit à A. Luard de revenir sur le devant de la scène politique pour coordonner la mise en œuvre des mesures exceptionnelles imposées par les circonstances.*

En effet, la situation économique se dégrada au cours de l'automne et le doublement du prix des denrées de consommation (sauf le blé dont la hausse de prix à la halle de Honfleur resta limitée) alimenta l'inquiétude de la population, réveillant le spectre de la crise de subsistance. Cette situation fut à l'origine des troubles que dut affronter la commission municipale entre le 10 et le 14 octobre, qui faisaient suite à ceux qu'avaient connus Trouville les jours précédents. Un attroupement au sein duquel les femmes étaient majoritaires (marchandes de poisson et de quatre saisons notamment) se rassembla sur le quai sud du bassin de l'est puis sur la jetée de transit pour empêcher le chargement du bétail sur un navire anglais. On accusait les anglais

---

<sup>2</sup>Sous le Second Empire, cette milice avait été délaissée car suspectée d'être pour le pouvoir plus un risque qu'un appui en cas de troubles.

<sup>3</sup>Il le resta jusqu'aux émeutes du mois d'octobre ; il fut remplacé par M. Michelin

de revendre les bœufs aux Prussiens. Les autorités municipales semblèrent désemparées d'autant que des défections eurent lieu dans la garde nationale qui avait été convoquée pour tenter d'impressionner les émeutiers et obtenir leur dispersion, après avoir essayé de les convaincre que la crainte de l'embarquement du bétail était désormais sans objet, le gouvernement venant prudemment d'en interdire l'exportation.

Les autorités municipales demandèrent au préfet d'intervenir pour ramener le calme. Jules Satie est très sévère dans ses mémoires, dénonçant le manque de fermeté du commandant de la garde nationale sédentaire mais aussi de M. Blotière et de ses adjoints.

Le préfet arriva le 13 avec un détachement de militaires et de gendarmes. Le calme revint aussitôt. Quelques émeutiers furent arrêtés, jugés en correctionnelle à Pont l'Évêque où 10 condamnations furent prononcées, allant de la peine de prison pour quelques mois à une simple amende.

Ces événements entraînèrent la démission de la commission municipale et de la municipalité. A. Luard et l'ancien conseil furent aussitôt rétablis dans leurs anciennes fonctions par le préfet.

-A. Luard tenta d'abord d'apporter des solutions aux problèmes qui étaient à l'origine des émeutes :

\*il incita les bouchers à diminuer le prix de la viande et fit voter l'installation de petites échoppes adossées au mur de l'immeuble situé sur la place Sainte-Catherine pour accueillir des bouchers des communes voisines de Honfleur, face à l'église, afin de multiplier les points de vente et renforcer la concurrence.

\*De même pour répondre à la misère grandissante, il fit créer un fourneau économique<sup>4</sup> destiné à procurer des repas à bas prix aux familles nécessiteuses. Il l'installa dans un local mis à disposition de la ville pour 3 ans<sup>5</sup> par Emile Sorel. Faute de volontaires laïcs pour s'en occuper, la tâche fut confiée aux religieuses chargées du Bureau de Bienfaisance.

-La pénurie de monnaie divisionnaire posait problème aux chefs d'entreprise pour payer leurs ouvriers. La Chambre de Commerce présidée par Hugues Sorel, avec l'autorisation de la préfecture, émit des bons divisionnaires de 5 à 10 francs pour 50 000 francs, échangeables contre des billets de banque de forte valeur. L'opération était garantie par la municipalité sur son budget.

-Pour le maintien de l'ordre public mis à mal par les événements, la municipalité porta le nombre de policiers sous les ordres du commissaire à 12 dont 2 brigadiers. Toutes ces nouvelles dispositions générèrent de nouvelles dépenses qu'il fallut couvrir par une augmentation des 4 contributions directes et un emprunt.

-La municipalité mis à contribution les Honfleurais pour loger des mobiles venus de Falaise afin de renforcer l'armée du général Briand qui défendait la Normandie et pour organiser une ambulance permanente recevant les malades et les blessés qu'on installa dans l'hospice et les maison attenantes.

---

<sup>4</sup>Le fourneau économique désigne un local où l'on préparait des repas chauds qui étaient servis au nécessiteux en échange d'une participation financière symbolique.

<sup>5</sup>L'actuelle « maison bleue » à l'angle du cours des Fossé et du quai Saint Etienne

- La municipalité veilla aussi à l'équipement et au départ de la nouvelle unité de la garde nationale destinée à renforcer l'armée qui se battait au sud du bassin parisien.

La compagnie de marche reçut ses carabines Schneider importées au début novembre mais la question de son habillement n'était pas encore résolue à cette date. Leur capitaine, M. Desmeilliers, lança le 12 novembre un appel « *aux nababs de Honfleur* » pour obtenir des dons de chemises, des caleçons et des couvertures de voyage. La compagnie partit le 15 novembre par voie ferrée en direction de Pont l'Évêque avant d'être acheminée pour formation à Bayeux.

Cette nouvelle vague de mobilisés devait pouvoir combler les pertes enregistrées dans les rangs de ceux qui étaient partis au mois de septembre. En effet, les jeunes honfleurais du 3<sup>e</sup> bataillon du 15<sup>e</sup> mobile avaient été engagés dans la défense de Dreux à partir du 18 octobre. Au moment où le nouveau contingent de « moblots » honfleurais quittait la ville, ceux de Dreux amorçaient leur retraite jusqu'au Mans. Les nouvelles recrues furent incorporées dans le 21<sup>e</sup> corps de la 2<sup>e</sup> armée de la Loire que le général Chanzy avait reçu mission d'organiser.

L'inquiétude gagne les esprits. Un signe l'atteste : la fréquentation de l'église Saint-Léonard par les hommes lorsque le curé organisa un triduum solennel à partir du dimanche 13 novembre. Cérémonie expiatoire annoncée par voie d'affiche. Pendant les 2 nuits au cours desquelles le Saint-sacrement fut exposé, une soixantaine d'hommes se succéda pour lui faire une garde d'honneur.

Début décembre commence :

**La troisième phase de cette guerre pour les Honfleurais. Elle dure jusqu'à l'armistice le 28 janvier 1871**

*Elle commence avec la retraite de l'armée Briand*

- En effet, au début du mois de décembre, la situation militaire devint catastrophique : une troupe

hétéroclite avait été rassemblée sous le commandement du général Briand pour défendre les départements de la Seine-Maritime et de l'Eure envahis par la 1<sup>ère</sup> armée du général Manteuffel (environ 45 000 h) qui avait été rendue disponible par la capitulation de Metz.

-Forte d'environ 25 000 hommes constitués de mobiles, de francs-tireurs avec quelques fantassins de ligne et quelques hussards, mal armés et qui majoritairement n'avaient pas d'expérience, la troupe du général Briand dut se replier après quelques combats acharnés mais trop déséquilibrés.

-Rouen fut pris sans avoir été vraiment défendu faute d'entente entre les militaires et les responsables politiques de la ville, avant tout soucieux de garantir l'ordre social.

-La retraite se fit par la rive gauche de la Seine (Bourg-Achard, Pont-Audemer) dans le plus grand désordre, soit pour gagner le Havre, soit en direction de Lisieux et Argentan pour rejoindre l'armée de la Loire.

Edwin Manteuffel

Pendant la guerre de 1870, comme commandant d'armée, il repousse le général Faidherbe, au nord, en novembre 1870 et, à l'est, contraint l'armée du général Bourbaki à passer en Suisse en février 1871. Chef de l'armée d'occupation en France (1871-1873), il est apprécié de ses interlocuteurs français pour son sens de la conciliation. En 1879, en qualité de Statthalter, il est chargé de mettre en application la nouvelle constitution de la « terre d'Empire » d'Alsace-Lorraine

-Un témoin, l'écrivain Jules Adeline, décrit un épisode de cette retraite : il évoque dans « *cet interminable défilé de gens harassés* », « *une charrette chargée d'éclopés qui à grands peine arrivent à se frayer un passage au milieu des misérables qui s'y cramponnent comme les naufragés désespérés du radeau de la méduse* ». Honfleur était le dernier point permettant de traverser l'estuaire et rejoindre le Havre, celui où l'on pouvait espérer trouver des moyens de transport importants pour y parvenir.

-Du 5 au 10 décembre « *la ville est encombrée de troupes. On s'écrase littéralement sur les ponts étroits qui conduisent au port. Certains bataillons sont massés près de la jetée de l'est et se préparent à embarquer* ». Un bataillon qui devait passer la nuit avant de pouvoir faire la traversée, fut installé dans l'ancienne raffinerie Lacoudrais, rue Bavole. Certaines compagnies furent détachées pour monter la garde au bas de la côte de Fiquefleur avec l'ordre, après le passage des derniers trainards, de fermer les barricades, prolonger les tranchées et de s'opposer aux premiers détachements de l'armée ennemie qui tenteraient de s'avancer vers la ville.

*Une brève accalmie a lieu de la fin décembre 70 - début janvier 71*

La situation militaire parut momentanément se stabiliser après épisode de la retraite et de la traversée de l'estuaire, les Prussiens ne cherchant pas à pousser leur avantage pour occuper toute la rive gauche de la Seine jusqu'à Honfleur. Ils s'étaient établis sur le plateau de Bourtheroulde qu'ils avaient transformé en camp retranché et de Bourg-Achard ; le gros de la 1<sup>ère</sup> armée du général Edwin von Manteuffel s'était porté sur Amiens pour s'opposer à l'armée réunie par le général Faidherbe afin de débloquer Paris par le nord. Cette pause dura jusqu'au 12 janvier, date de la défaite décisive du général Chanzy, commandant le deuxième armée de la Loire, devant le Mans, l'obligeant à se replier le long de la Mayenne. La dernière tentative sérieuse des armées républicaines pour rejoindre Paris et rompre le blocus de la capitale qui affamait la population avait échoué. Dès lors les troupes du 13<sup>e</sup> corps d'armée du duc de Mecklembourg (détachés de la II<sup>e</sup> armée du Prince Frédéric-Charles) entreprirent de marcher en direction de Rouen pour renforcer la 1<sup>ère</sup> armée prussienne en Picardie, où le généralissime Moltke craignait une nouvelle offensive du général Faidherbe (armée du Nord). Au cours de leur marche, elles occupèrent ou menacèrent d'occuper les bourgs ou villes de l'est du Pays d'Auge.

*C'est dans ce contexte que se place l'expédition lexovienne des gardes nationaux « sédentaires » honfleurais*

Le maire et le sous-préfet de Lisieux, craignant l'arrivée des Prussiens, firent appel aux gardes nationaux des communes des arrondissements voisins pour protéger la ville. Les gardes nationaux de Honfleur furent sollicités par le relais du sous-préfet de Pont-L'évêque. Un « bataillon » de volontaires de 46 gardes issus des 4 compagnies de garde-nationaux sédentaires de la ville et de la compagnie de pompiers, non compris les officiers (sur les 450 hommes théoriques que pouvaient compter ces différentes unités), fut aussitôt constitué et placé sous le commandement du capitaine des Pompiers, Jules Satie, en l'absence du commandant local de la garde nationale, le capitaine Michelin, un négociant dans le civil). L'expédition, partie le dimanche matin 22 janvier, dura 5 jours, au terme desquels le colonel, commandant de la place de Lisieux, renvoya le bataillon de Honfleur, en même temps que celui de Pont-L'évêque, Trouville, avec pour seule mission de surveiller la route de Lisieux à

Pont L'Évêque afin de l'avertir de tentatives éventuelles de la part des Prussiens de contourner Lisieux par l'ouest.

Puis, la menace semblant écartée, Jules Satie revint avec ses hommes à Honfleur.

L'épisode est décrit dans le détail par Jules Satie dans ses mémoires. Il y démontre l'état d'impréparation des unités mobilisées, l'improvisation constante des autorités locales dépourvues d'informations fiables sur le mouvement de l'ennemi et d'ordres clairs émanant de leur hiérarchie ainsi que le souci de ceux qui se voyaient confier des responsabilités les dépassant,<sup>6</sup> d'agir avec prudence tant ils se rendaient compte de la très faible valeur opérationnelle de leurs unités entièrement constituées de volontaires dépourvus de véritable formation militaire et d'armes adaptées à un combat contre des troupes régulières, bien formées, bien équipées et aguerries.

## **Honfleur au temps de l'armistice (28 janvier- 5 mars 1871)**

### *L'armistice et les élections*

Lorsque le 28 janvier 1871 le gouvernement signa l'armistice, les Prussiens étaient aux portes de Honfleur, se tenant le long d'une ligne qui allait de Fiquefleur à Livarot passant à l'est de Lisieux. Les troupes du général Saussey qui commandait l'aile gauche de l'armée de Chanzy s'étaient retirées sur la Dives. Une ligne de démarcation entre les armées fut décidée dans le cadre de la convention d'armistice : elle partait de Lignièrès en Mayenne, passait par Pont et aboutissait à Pont L'Évêque avant d'atteindre le littoral au niveau de Trouville (estuaire de la Touques).

Les élections d'une nouvelle assemblée démocratiquement élue, acceptée par Bismarck pour pouvoir négocier la paix avec un pouvoir représentatif, eurent lieu le 8 février. Alors que les Honfleurais avaient marqué leur défiance vis à vis du régime impérial en n'accordant qu'une faible majorité au oui lors du plébiscite organisé au mois de mai 1870, cette fois-ci, parce qu'ils voulaient la paix avant tout, ils portèrent massivement leur voix sur le candidat conservateur de leur circonscription, comme la grande majorité des électeurs du Calvados (9 élus sur 9 sièges de député à pourvoir). A Honfleur, principal ville de l'arrondissement de Pont L'Évêque, le honfleurais Paul Aubert, conseiller municipal et conseiller d'arrondissement qui était le candidat républicain de l'arrondissement, n'obtint qu'un peu plus de 500 voix (le meilleur score des candidats républicains des 5 circonscriptions électorales du département) contre plus de 2000 pour son adversaire.

### *Honfleur, un enjeu dans la fixation de la ligne de démarcation entre les armées adverses*

L'application pratique des clauses de l'armistice posa problème car la convention de Versailles indiquait que la ligne de démarcation au nord du Pays d'Auge devait aller de Pont l'Évêque au littoral, les armées de chaque camp devant se tenir à une distance de 10 km par rapport à elle. Le point d'aboutissement de cette ligne était pour la municipalité de Honfleur le port de Honfleur ; pour les Allemands, c'était Trouville, embouchure de la Touques ! Des démarches furent entreprises par la municipalité auprès du général Bentheim, commandant les troupes d'occupation de l'Eure et de la Seine-Maritime pour éviter que ses troupes ne s'installent à

---

<sup>6</sup>Sur les quelques 500 gardes nationaux rassemblés à Lisieux, beaucoup n'avaient aucun uniforme, certains pas d'armes et d'autres avaient reçu des cartouches qui ne correspondaient pas au calibre de leur fusil.

Honfleur. Il accepta dans un premier temps que Honfleur reste dans la zone neutre en échange d'une contribution égale au revenu annuel des contributions directes qui alimentaient le budget de la ville, payable mensuellement par douzième (ce qui était conforme aux clauses de l'armistice concernant les zones occupées), mais la position stratégique de la ville parut finalement trop importante au commandement prussien, en raison de la possibilité de surveiller l'estuaire et le Havre depuis la côte de Grâce, pour qu'il y renonçât.

### *L'occupation de Honfleur*

Le 23 février, soit presque un mois après la signature de l'armistice, un bataillon de 500 hommes du 41<sup>e</sup> régiment de Prusse orientale ainsi que 2 escadrons du régiment des hussards de Brunswick et une batterie d'artillerie occupèrent la ville malgré les protestations du maire. Il fallut délivrer des billets de logement chez les habitants pour les soldats d'occupation et accepter de payer en plus le 1/12<sup>e</sup> du montant mensuels des impôts prélevés à Honfleur au profit de l'Etat à l'occupant ainsi que divers frais d'occupation. La ville n'ayant pas les sommes disponibles, ce furent des banquiers locaux, par ailleurs membres du conseil municipal, qui en firent l'avance.

Cette occupation fut heureusement très brève et les exactions très limitées : quelques soldats pillards furent même sévèrement sanctionnés par leur commandement. Trois jours après l'entrée des Prussiens à Honfleur, le 26 février, les préliminaires de Paix étaient signés entre Jules Favre et Bismarck.

Le duc de Mecklembourg fit retirer ses troupes le 5 mars, évitant à la ville de devoir payer une contribution exorbitante de 500 000 francs que voulait imposer le colonel von Rauch sous la menace de la livrer à un pillage complet. La veille de leur départ les officiers allemands fêtèrent l'annonce de la paix à l'hôtel du Cheval Blanc.

### **Les conséquences de la guerre**

La guerre a eu des conséquences sur la société honfleuraise comme sur l'ensemble de la société française. Il est cependant impossible de discerner des conséquences spécifiques qui feraient de Honfleur un cas très particulier par rapport au reste du pays, ou d'une manière plus circonscrite géographiquement, de la Normandie.

On doit distinguer le court terme (l'immédiat après-guerre) du long terme (la fin du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la guerre de 1914)

#### *A court terme*

L'impact de la guerre sur l'économie locale est difficile à établir.

\*Le trafic du port, indicateur assez sensible de la conjoncture dans une économie portuaire, a été incontestablement affecté même si on ne dispose pas de données précises pour 1870-71. Alors qu'il atteignait 435 000 t en 1869 (effet du traité de libre échange avec l'Angleterre ?), il n'est plus que de 210 000 t en 1874.

\*Sur le plan financier, les frais de mobilisation et d'organisation de la défense locale ou d'aide aux plus démunis, mis à la charge du budget municipal, ont conduit la ville à devoir faire un emprunt pour financer ces dépenses supplémentaires de 60 000 F dès le mois de mai 1871, presque une année de budget ordinaire de la commune, ce qui a pesé sur sa capacité d'emprunt jusqu'en 1877, et donc freiné la réalisation des projets qui avaient été décidés juste avant la guerre.

\*Sur le plan démographique l'impact est sévère :

La population est ramenée à 9 061 habitants en 1872 soit une perte de 9% en 6 ans (période intercensitaire), la plus forte régression enregistrée entre deux recensements en raison :

-d'un déficit du solde naturel pendant cette courte période, égal aux gains cumulés pendant les quinze années précédentes (pertes militaires pour une part mais faibles, surmortalité liées à la dégradation de la situation économique et sanitaire ; diminution des naissances également). Cette surmortalité peut être partiellement, mise en relation avec l'épidémie de variole qui sévit dans le Calvados à partir du second semestre de 1870 et pendant le premier semestre 1871. Honfleur n'est, semble-t-il, touché qu'après le départ des Prussiens mais on peut néanmoins en partie expliquer cette contamination de la ville par les mêmes raisons qui valent pour l'ensemble du département : le mouvement des troupes et les déplacements de populations dans des conditions d'hygiène souvent déplorable. Pourquoi Honfleur et son canton sont-ils moins touchés (une simple augmentation de 22% (+ 50% dans un grand nombre de cantons) ? La population avait-elle été plus vaccinée et surtout revaccinée (12 et 21 ans) qu'ailleurs ?

-d'un mouvement migratoire redevenu fortement déficitaire, effet de la dégradation de la situation économique due à la guerre (mais pas seulement cependant : peut être liée à des difficultés qui ont précédé la guerre comme la fermeture de la raffinerie de sucre par exemple en 1866).

La population honfleuraise ne retrouvera plus au XIXe siècle (mais aussi au XXe siècle), le haut niveau de 1866 !

\*Sur le plan politique et de l'esprit public :

-La guerre a offert aux conservateurs et plus particulièrement à A. Luard et ses amis politiques la possibilité de se maintenir au pouvoir et à retarder l'arrivée à la tête de la ville d'une majorité républicaine. Ce retard est bien une conséquence de la guerre car lors du plébiscite du mois de mai 1870 (portant sur les réformes de l'Empire libéral), le camp du non faisait presque jeu égal avec le oui, ce qui montrait, en creux, la force du sentiment républicain dans la ville. Les raisons de cette résistance à la pression républicaine d'A. Luard sont à rechercher dans son rôle apprécié pendant la guerre mais aussi dans son attitude « modérée » pendant tout l'Empire à l'égard des Républicains. Car si on peut facilement comprendre que le gouvernement Thiers l'ait prorogé dans ses fonctions, il est plus surprenant que lors de la première élection par les conseillers municipaux de leur maire, les républicains, bien que majoritaires, aient voté pour lui...

-La guerre va de fait également permettre un retour en force de l'influence de l'église catholique sur les esprits. Elle va relancer le culte marial de la Côte de Grâce dès le lendemain de la guerre, favorisé par la hiérarchie catholique et les encouragements à la tête de l'Etat venant des tenants de « l'ordre moral » (ce qui ne fit qu'interrompre momentanément la lente déprise de l'église sur la société -à Honfleur comme dans toute la Normandie- bien que le culte catholique résistât bien jusqu'à la Belle Epoque et même au-delà).

De manière anecdotique mais révélatrice du regain de ferveur religieuse lié à la guerre, l'inauguration le 3 septembre 1872 d'un petit monument votif à la limite des communes d'Ablon- Genneville pour remercier Saint-Joseph d'avoir protégé les paroissiens pendant le conflit. La statue de Saint-Joseph a été triomphalement portée depuis l'église sur un char de fleurs et de verdure, trainé par des jeunes gens au milieu d'une immense assemblée de fidèles où l'on signala la présence d'une majorité d'hommes. Elle est placée dans une niche de style néo gothique posée sur un socle en forme de rocher. Cela faisait suite à un vœu du curé de Genneville prononcé à la Toussaint 1870 juste après la capitulation de Bazaine à Metz qui demandait la protection de Saint-Joseph pour les maisons de la paroisse qui porteraient une médaille de Saint-Joseph de Beauvais.

#### *A plus long terme*

\*Sur le plan économique, une question doit être posée : est-ce que la faiblesse du dynamisme économique honfleurais jusqu'à la fin du XIXe siècle a un lien avec la guerre de 1870 ? la réponse est Non.

Le retour à la normale se fera assez vite. La ville subit, comme les autres, les effets de la « grande dépression » des années 1880-90 qui n'a pas de lien direct avec la guerre et malgré la prospérité économique de la « Belle Epoque », le dynamisme économique honfleurais resta faible.

Or, si Honfleur se maintint à l'écart de la dynamique industrielle et portuaire qui se manifesta sur la rive droite de la Basse Seine, les raisons en sont locales.

Les problèmes d'accessibilité du port semblent être l'obstacle principal à son développement et les aides financières de l'Etat pour le développement des infrastructures se portèrent davantage sur les grands ports normands mieux placés qui vont connaître un vigoureux essor (Rouen Le Havre en premier lieu mais aussi, Dieppe, Caen, Cherbourg, Granville). Alors qu'en 1870 le financement de la ligne Pont Audemer-Honfleur semblait acquis, s'élevant à 1 200 000 F (encore que le département du Calvados n'eût pas encore donné son accord contrairement à l'Etat, le département de l'Eure et la ville de Honfleur), il fallut attendre le milieu des années 1880 pour que le projet se concrétise. Malgré tout, le bassin de retenue dont les plans étaient prêts avant la guerre, put être réalisé assez rapidement sauvant le port et l'économie honfleuraise d'un déclassement brutal.

\*Sur le plan politique et psychologique :

A Honfleur comme en France de manière générale, on peut évoquer les conséquences durables sur l'esprit public de la guerre de 1870.

En premier lieu, le renforcement du sentiment patriotique qui sera le support de l'émergence sur le plan politique à la fin du XIXe siècle d'un fort courant nationaliste. Le patriotisme meurtri qui découle de la défaite est moins revancharde qu'on ne l'a dit mais assurément

expression du traumatisme d'une nation blessée qui aspire au redressement. Il sera incarné fortement par les Républicains (opportunistes ou radicaux) avant qu'il ne soit en partie capté par la droite sous la forme d'un national-populisme antisémite qui aura sa traduction à Honfleur à la fin du XIXe siècle de manière assez atténuée.

Localement, quelles sont les expressions particulières de l'impact de la guerre sur l'esprit public ?

-La manière dont fut célébré le 14 juillet par les Républicains honfleurais à partir de 1880. Même si cette fête nationale se traduisait par l'organisation de jeux et de spectacles populaires, sa dimension civique et patriotique était primordiale. Le matin étaient mise en scène la nation en armes autour des valeurs républicaines, à travers une revue des corps militaires, pompiers et douaniers, à laquelle les élèves des classes supérieures du collège étaient associés. La « revue » se tenait soit place de la mairie, soit place Thiers, ou cours de la République. Elle était précédée ou suivie d'un défilé patriotique et de discours des élus.

-Se forma également une association des vétérans de 1870-71 qui entretint le souvenir des combats perdus et de la fraternité d'armes.

-En 1905 est créée une antenne de l'association « Le Souvenir Français » présidée par le colonel Lachèvre, qui fait ériger grâce à une souscription un monument placé à l'extrémité de la Place Thiers, face au bassin du centre (1910 ?)

C'est un monument à la gloire des soldats et marins morts pour le canton. La statue représente la république personnifiée dans la figure d'une Marianne en armes, au port altier. Sa main gauche est posée sur la proue d'une embarcation décorée des armoiries de la ville. Sur un côté du socle ont été gravés les noms des honfleurais tués au cours de la guerre de 70 mais aussi ceux de l'armée coloniale tombés dans les conquêtes coloniales.

L'association organise des manifestations patriotiques auxquelles participent de nombreuses associations (dont celle des médaillés coloniaux, des vétérans de 70-71, la société de gymnastique « La Patrie ») défilé, cérémonie de recueillement au cimetière Sainte-Catherine, et messe de requiem en l'église Sainte-Catherine.

-Après 1905, l'esprit public honfleurais, à l'unisson de la société française, se met à vibrer à l'écoute des discours nationalistes. La dimension patriotique de nombreuses associations s'affirme, comme la société de gymnastique au nom tout à fait emblématique de ses valeurs « La Patrie ». Elle crée en 1905 une section préparatoire au certificat d'aptitude militaire qui devint une association à part entière sous le nom « Les bleus de Honfleur ».

La société le Vieux Honfleur, à travers les thèmes des vitraux dont elle garnit les fenêtres de l'église, associa l'histoire locale à l'idée de la défense de la patrie (la construction des fortifications sous la direction de Jean de Vienne pendant la guerre de Cent Ans, la libération de Honfleur, la punition du traître, Durant de Thieuville dont le manoir est détruit par Robert le Floques, un des capitaines de l'armée de Charles VII. Son grand projet, la bataille de Bouvines gagné par Philippe Auguste contre Otton de Brunswick, l'Empereur d'Allemagne ne pourra pas cependant être concrétisé avant la guerre.

Au total même si Honfleur n'a pas directement été situé dans le théâtre des opérations militaires, et de ce fait moins marquée par les drames des combats que d'autres villes du Nord et de l'Est de la France, les Honfleurais ont néanmoins subis de différentes manières toutes